

Réponses des listes européennes Sud-Ouest :

Voici les premières réponses des listes européennes pour le Sud Ouest (dans l'ordre de notre réception).

En **vert** celles qui coïncident avec nos objectifs.

En **rouge** celles qui, à l'inverse, sont favorables au projet.

En **jaune**, celles qui ne correspondent pas complètement à nos attentes mais qui ont une approche plus démocratique.

En **orange**, celles qui sont assez loin de la question posée ou qui, favorables à la LGV, convergent partiellement avec nous sur un tronçon.

Le CADE invite (et conscient de la diversité de ses adhérents souligne qu'une invitation n'est pas une obligation) à voter pour les listes en fond vert.

José Bové EELV Sud ouest:

Bonjour,

Je vous remercie pour cette sollicitation. Vous découvrirez, sans surprise je pense, mes réponses à ce questionnaire.

Je reste avec vous un opposant farouche à la LGV et vous remercie encore de m'avoir associé dans l'achat de part pour bloquer le foncier sur le tracé à Mouguerre.

A vos côtés,

Amitiés

José Bové

Non à la construction des LGV Bordeaux Espagne et Bordeaux Toulouse.

Oui à l'aménagement des voies ferroviaires existantes.

Virginie Rozière PS-PRG - - Sud-Ouest

J'y suis favorable. Elles vont permettre une meilleure communication entre nos pays et rendre plus accessible la péninsule ibérique aux européens. Ce sera une vraie alternative à l'avion qui est bien plus polluant que le TGV, mais aussi un moyen de développer le fret et de limiter la circulation de camion entre nos deux pays.

Je resterais néanmoins vigilante sur le tracé afin que des espaces naturels exceptionnels ne soient pas endommagés. Enfin, développer les lignes à grande vitesse ne veut pas dire délaisser le réseau régional qui est tout aussi important.

C'est pourquoi je pense qu'inscrire la LGV Bordeaux-Espagne dans le cadre d'un grand plan de relance européen, qui finance, en outre, des infrastructures transfrontalière, est indispensable pour que RFF concentre ses moyens sur l'entretien du réseau ferroviaire régional et transrégional.

Martine Gros Occitanie pour une Europe des Peuples - - Sud-Ouest :

Bonjour,

La construction et l'aménagement des lignes doivent se faire en concertation avec les populations autochtones au niveau des emprises de territoire et de leurs financements. Le réseau ferré doit en priorité répondre aux déplacements pour les besoins quotidiens des populations: santé, travail, scolarité, formation, loisirs ...

Actuellement: trop grande discrimination d'accès existante entre les grandes agglomérations et les zones de montagne et rurales. Nécessité de développer les axes OUEST- EST défavorisés par rapport à NORD-SUD

Le réseau ferré est à aménager équitablement : passagers et ferroutage ..

Régis Chamagne Union Populaire Républicaine Sud-Ouest :

En réponse à votre courriel, voici le positionnement de l'UPR ;

S'agissant de la ligne LGV Bordeaux-Espagne :

D'après wikipédia : C'est essentiellement pour décharger les autoroutes aquitaines de leurs camions en route vers l'Espagne que ce projet a été lancé : la LGV sera une Ligne mixte TGV/fret. En effet, la rentabilité d'un projet seulement TGV serait assez faible.

Or, ce sont les transporteurs routiers de fruits et légumes en provenance d'Espagne qui constituent le principal trafic. Cette concurrence effrénée est en train de détruire notre agriculture (450 suicides d'agriculteurs chaque année en France et les médias n'en parlent pas). Il faut donc arrêter ce projet de ligne LGV et protéger notre agriculture en récupérant le contrôle de nos frontières via la sortie de l'UE. Cette dernière décision devrait avoir pour effet de diminuer le trafic et rendre inutile le projet de LGV. Nous proposons de sortir de l'UE par l'article 50 du TUE, sortie de l'euro et de l'OTAN afin de rendre le peuple français souverain.

D'autre part, cette ligne se fait car c'est un projet de la commission européenne :

<http://www.lechotouristique.com/article/bruxelles-va-consacrer-26-milliards-d-euros-aux-transports.58212>

Dans le cadre de l'intégration européenne, l'UE finance (avec notre argent) les projets de réseaux transeuropéens. On construit des LGV entre les métropoles au détriment des lignes pour les villes de moyenne et petite tailles. Le projet est de transformer la France en un pays composé de grandes métropoles et on abandonne le reste. C'est le modèle français qui est attaqué et en particulier sa ruralité. Nous y sommes donc opposés.

S'agissant de la LGV Bordeaux-Toulouse, cette question sort de la charte fondatrice de notre mouvement. Nous avons des avis partagés sur la question, aussi nous nous engageons à faire un référendum avec au préalable un VRAI débat, honnête, argumenté et scientifique.

Vous pouvez utilement télécharger et lire notre programme sur le site "upr.fr".

Democratiereelle sud-ouest est une liste composée de citoyens volontaires qui ont été tirés au sort.

Ces députés auront un mandat impératif, court et non renouvelable.

Ce seront les citoyens dans chaque circonscription qui voteront et rédigeront les amendements (le Parlement européen n'a pas l'initiative législative, c'est la Commission européenne qui rédige les lois). Les députés de la liste « Democratiereelle sud-ouest » n'auront qu'une fonction de simple coursier entre le Parlement européen et la circonscription.

Pour l'instant le mandat a été limité à 3 mois afin que le poste de député n'empiète pas trop sur la vie professionnelle et familiale des personnes qui ont été tirées au sort. Ceci est tout à fait concevable car un député européen a en moyenne 10 jours de présence obligatoire partagés entre Bruxelles (réunions des commissions parlementaires) et à Strasbourg (sessions plénières). Le mandat sera peut-être étendu à 6 mois s'il faut plus de temps au mandatés pour prendre leurs marques ausein des institutions européennes.

Notre objectif n'est pas de gagner des élections pour accéder au pouvoir mais de mettre en place une réelle démocratie participative. Nous voulons récupérer le pouvoir de décision que nous perdons en votant pour un élu qui pendant 5 ans ne peut être ni contrôlé ni sanctionné.

En votant pour démocratie réelle vous votez donc pour vous-même.

Joseph BOUSSION «Liste « Nouvelle Donne » Sud Ouest :

Nouvelle Donne est un nouveau mouvement politique qui replace le citoyen au centre des débats de société et le rend acteur des décisions prise pour la communauté tant à l'échelle locale, qu'à l'échelle globale.

La population ne doit être en aucun cas écartée des décisions politiques pour des intérêts autre que le bien être commun. C'est pourquoi nous bâtissons un projet politique ou les référendums seraient facilités, ou la mise à disposition des argumentaires divergents seraient proposés aux citoyens pour les préparer au vote en connaissance de cause.

Nous sommes donc, dans ce cas précis, pour l'organisation d'un référendum local pour chacun de ces deux grands projets d'infrastructures et qui aurait une portée réglementaire! Nouvelle Donne s'engage à incarner aujourd'hui une nouvelle idée de la politique dans laquelle le citoyen serait force de proposition.

La question du référendum, d'autre part, est pour nous une question essentielle sur le plan de l'évolution de la construction Européenne, pour enfin faire de l'idée d'Europe un synonyme de démocratie participative innovante.

Notre position globale concernant TOUS les grands projets (LGV, Notre Dame des Landes, etc.) : Pas de grands projets sans référendum des populations concernées. C'est simple. C'est cela la Nouvelle Donne démocratique.

Philippe Poutou NPA - Sud-Ouest :

Nous sommes résolument opposés à la LGV comme nous sommes opposés aux projets socialement nuisibles et écologiquement dangereux, le plus "connus" étant celui de l'aéroport de Notre dame des Landes.

La construction de la LGV est une aberration : un gouffre financier pour les pouvoirs publics alors qu'il n'y a pas d'intérêt pour la population si ce n'est pour quelques multinationales ou quelques riches pressés de gagner quelques minutes de transport. Il est évident pour nous qu'il aurait été plus utile, plus efficace de moderniser et d'améliorer les lignes existantes, de ré-ouvrir des lignes fermées.

Globalement, c'est une toute autre politique du transport qui est nécessaire et même urgente. Il faut mettre en place un véritable service public des transports qui a pour souci de répondre aux besoins de la population et qui se soucie de la protection de l'environnement. Nous sommes pour développer les transport en commun et particulièrement le train. Nous sommes aussi pour la gratuité des transports publics à commencer par les trajet maison-travail.

Nous avons participé et soutenu les mobilisations contre la LGV ou pour la réouverture des lignes ferroviaires abandonnées comme celle de Pau-Oloron-Canfranc, contre la fermeture de gares, pour le développement et le réaménagement des petites lignes, c'est à dire de celles qui sont souvent les plus utiles à la population qui vit dans les zones éloignées des agglomérations.

Cordialement

Nicole Pradalier Programme libertaire pour une Europe exemplaire contre le sexisme et la précarité

Je suis en train de répondre à votre questionnaire de façon approfondie et je vous remercie de tout cœur pour ces questionnaires qui obligent à penser la réalité du terrain et à la faire connaître aussi, car non seulement je répondrai de manière argumentée mais je souhaite faire part de mes réponses à toutes et tous mes colistiers·es pour avancer ensemble.

Vous vous doutez déjà j'imagine, vu le titre de notre liste, où nous nous situons. Mais penser une économie "libertaire" oblige à aller plus loin que "non pas de LGV" et "oui à l'aménagement des lignes existantes". Toute prise de position doit être argumentée pour pouvoir atteindre un consensus qui est, à mes yeux, la condition sine qua non d'une démocratie réelle, sachant que toute prise de position est toujours circonstanciée.

A plus tard!

Marie-Jeanne Husset Europe citoyenne Sud-Ouest :

En réponse à votre demande : je ne suis pas favorable au nouveau tracé de la ligne à grande vitesse dans le Sud-Ouest. Je pense que le réaménagement du tracé existant serait bien moins coûteux et pour les deniers publics et pour l'environnement. Je vous rappelle que Corinne Lepage, tête de liste Europe Citoyenne en Ile de France, a été l'avocate des communes du Pays Basque opposées à la LGV.

Bien Cordialement,

Rochefort UDI Sud-Ouest :

Vous m'avez interrogé sur ma position quant à la construction/l'aménagement des lignes grande vitesse dans le Sud-Ouest.

À mon sens, l'aménagement de lignes pour les trains à grande vitesse constitue une priorité pour l'Europe, car cela augmentera l'interconnexion et les échanges transfrontaliers au sein de l'Union tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre et la pollution.

Je suis en conséquence pour la construction des LGV Bordeaux-Espagne. Je trouve effectivement dommage d'avoir une ligne LGV qui s'arrête à Bordeaux sans disposer d'une connexion efficace avec le Pays Basque, surtout que les liaisons ferroviaires avec l'Espagne sont des liaisons d'avenir. En ce qui concerne la ligne Bordeaux-Toulouse, j'y suis favorable pour les mêmes raisons. Cela prend aujourd'hui quasiment autant de temps en train qu'en voiture.

Maintenant sur la question du tracé, il faut se référer aux processus de décisions à l'échelle nationale, régionale et locale, pas au niveau des Députés européens.

Veillez agréer, mes respectueuses salutations.

Jean Tellechea EAJ PNB :

Sur des questions aussi complexes, la réponse ne peut qu'être étayée.

1- Oui, nous sommes favorables au principe des projets LGV (Ligne à Grande Vitesse). Rappelons qu'il s'agit d'un projet européen que les Verts ont par exemple accepté sur ses principes généraux. Le débat porte surtout sur le type de LGV que nous voulons et la façon dont les projets sont menés par les pouvoirs publics.

Le modèle LGV que nous préconisons est celui de l'Y basque d'Euskadi, proche du modèle allemand. Plusieurs objectifs y sont recherchés : un nouveau service de transport pour les personnes et les marchandises, plus rapide, plus écologique (transport en commun beaucoup plus économe en énergie en moyenne 26 fois moins de consommation énergétique qu'un véhicule), plus confortable pour les personnes. Sur l'aménagement du territoire, l'objectif est également de desservir tous les territoires, en l'intégrant à des connexions locales. L'Y basque est intégré à un réseau ferroviaire local et aux ports de Bilbao et de Pasajes. Il desservira le Gipuzkoa, l'Araba et la Biscaye, une ville majeure comme Bilbao et une ville moyenne comme Vitoria-Gasteiz. Ce train roulera à environ 200 km/h. Il s'agit d'un modèle réfléchi sur des pays décentralisés qui s'appuient sur l'ensemble de leur territoire.

Nous critiquons le modèle LGV préconisé en France, essentiellement, sur 2 aspects :

1-il est intégré à une logique où seul l'intérêt des métropoles est pris en compte. Le but de la LGV à la française est de relier au plus vite les grandes métropoles régionales que sont Bordeaux ou Toulouse à Paris. On se retrouve avec des projets de LGV à plus de 300 km/h qui relèguent encore davantage les villes moyennes et leur territoire.

2-la gouvernance de ces projets est restée éloignée des demandes de la population. La concertation est en fait une procédure rapide dans laquelle la communication cherche plus à séduire, à convaincre qu'à informer.

En Euskadi, ce sont plus de 25 ans de procédure, de débats avec les acteurs politiques, syndicaux, environnementaux, les acteurs du secteur concerné qui ont abouti à l'Y basque. Ce projet a démarré à la fin des années 80 et demeure aujourd'hui dans sa phase de réalisation.

Les Basques du Sud souhaitent une connexion la plus rapide possible de l'Y basque et regrettent les retards pris en France, d'où le lobbying actuel. Leur position institutionnelle les conduit à une non ingérence avec les projets de leurs voisins. Il y a par contre un travail de conseil à mener auprès des partenaires aquitains. La prudence du Gouvernement socialiste français précédent sur les projets de LGV doit servir à re-calibrer ces projets dans le sens du modèle allemand, pour les rendre plus économes, plus écologiques et finalement, plus rapides à exécuter.

Cette question de la LGV entre également dans un débat plus général sur l'organisation des déplacements et des transports afin de répondre à l'impératif absolu d'une société sobre en carbone, efficace sur le plan énergétique. Ce sont les modes de déplacement quotidien qui sont à repenser, à limiter grâce notamment aux nouvelles technologies, des pratiques économes en énergie, un développement des autoroutes de la mer, pour les échanges internationaux.

2 - Le débat sur l'aménagement de la voie existante est complémentaire de celui de la LGV et n'est pas à confondre avec ce dernier. On peut être pour la LGV et favorable à l'aménagement des voies existantes. Il s'agit là d'une question technique à aborder au cas par cas. Dans le cas du tronçon Bayonne - Hendaye, nous soutenons un aménagement et une modernisation des voies existantes moins coûteux pour le contribuable, moins impactant pour l'environnement du Pays Basque.

Frédéric Klimine, Citoyens du Vote Blanc Sud Ouest :

Les candidats de l'association les Citoyens du Vote Blanc ont un programme très clair que nous nous efforçons de partager avec le grand public :

Permettre à ceux qui souhaite voter blanc (c'est à dire souhaite **voter** sans valider les choix proposés) de le faire à égalité avec les autres. C'est à dire que leur vote soit enregistré comme exprimé et puisse influencer le résultat de l'élection. Ce n'est toujours pas le cas après la loi de février 2014.

Pour cela, nous travaillons sur deux axes :

D'une part, en présentant des listes aux élections incarnant le Vote Blanc, permettre aux citoyens de disposer dans les bureaux de vote d'un vote blanc qui compte.

D'autre part, tout faire concrètement pour obtenir que ce droit soit enfin reconnu par la loi, au niveau français et européen. Nos élus, si élus il y a, auront cette grande mission de fond.

Nous sommes tous convaincus que cela changera concrètement et en profondeur les règles du jeu politique. Les citoyens disposant enfin d'une possibilité de refuser l'offre proposée, ceux qui nous dirigent se verront rapidement contraints de modifier leur comportement. Par exemple en n'étant plus soucieux d'écouter la société civile ou de respecter leur engagement.

Vous savez aussi bien que moi qu'en période électorale, beaucoup sont prêts à signer une grande partie des chartes et demandes venues du monde associatif, sans se sentir plus engagés que cela une fois élus.

Si vous voulez vraiment faire avancer les revendications qui sont les vôtres, il vaudrait mieux pour vous soutenir les listes capables de vraiment faire bouger les choses.

Les nôtres se proposent de redonner la parole à bon nombre de nos concitoyens, dont certains partagent certainement vos idées. N'est ce pas d'abord à cette première étape qu'il nous faut tous travailler ensemble ! N'hésitez pas à vous renseigner sur notre site et à diffuser l'information concernant notre action au sein de votre réseau.

Avec notre sincère considération pour votre engagement associatif (nous savons ce que c'est !).

Les Citoyens du Vote Blanc

Pascal LESELLIER Tête de liste Sud Ouest : « Debout la France, ni système, ni extrêmes ! »

Non à la construction des LGV.

Oui à l'aménagement des voies existantes.

Je suis favorable au redéploiement des moyens financiers et humains vers la modernisation du réseau secondaire et l'aménagement de nos territoires.